

REGLEMENT POURVOYANT A UN EMPRUNT DE \$1,085,915.00 EN RAPPORT AVEC LES SECOURS DIRECTS AUX CHOMEURS.

(Adopté par le Comité exécutif le 20 octobre 1939 et, par le Conseil, le 21 octobre 1939).

ATTEINDU que, en vertu des lois de l'aide aux chômeurs, tant provinciales que fédérales, des arrêtés en conseil et conventions passés en vertu desdites lois, les municipalités sont autorisées à bénéficier de ces lois, arrêtés en conseil et conventions, à faire et ordonner, par résolution de leur conseil, toutes choses nécessaires à cette fin et à contribuer de leurs deniers jusqu'à concurrence des sommes qu'elles peuvent être appelées à payer suivant les termes et conditions de ces lois, arrêtés en conseil et conventions;

ATTEINDU que, pour effectuer tels paiements, les municipalités sont revêtues de tous les pouvoirs nécessaires pour autoriser, par résolution de leur conseil, l'emploi de leurs fonds généraux à cette fin, ou pour faire des règlements pour des emprunts par émission de bons, obligatoires ou autrement, sans autre formalité préliminaire ou subséquente que l'approbation de tels règlements par la majorité des membres présents formant un quorum de leur conseil et par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce;

ATTEINDU que la Cité a besoin, pour faire face aux dépenses requises pour secours directs aux chômeurs habitant son territoire, pendant le mois de novembre 1939, y compris ses dépenses d'administration s'élevant à la somme de \$69,215.00, d'une somme de \$1,085,915.00, y compris la part contributive du Gouvernement de cette province qui est de \$696,000.00;

ATTEINDU que, le 18 octobre, 1939, le Lieutenant-Gouverneur a, sur la recommandation du Bureau de Reconstruction Economique, approuvé un

arrêté ministériel portant le No 2268 concernant la distribution des secours directs pour le mois de novembre, 1939;

ATTENDU que la cité de Montréal n'a pas de fonds généraux disponibles et qu'il est nécessaire d'emprunter, pour les fins ci-dessus, une somme de \$1,085,915.00, dont \$696,000.00 doivent lui être remboursés par le Gouvernement de cette province;

A une assemblée du Comité exécutif de la Cité de Montréal, tenue à l'hôtel de ville, le 20me jour d'octobre 1939, en la manière et suivant les formalités prescrites par la loi, à laquelle assemblée sont présents: MM. les échevins Savignac, président, Coupal et Delisle, membres dudit Comité,

Il est décrété et statué par ledit Comité comme suit:-

ARTICLE 1.- Il sera fait par la Cité de Montréal un emprunt au montant de \$389,915.00, étant la proportion pour laquelle la Cité doit contribuer, avec l'approbation requise et en vertu de ces lois, arrêtés en conseil et conventions, aux secours directs aux chômeurs habitant son territoire, et, à cette fin, il sera émis des obligations, des débentures ou des rentes inscrites de la valeur nominale de \$100.00 chacune (ou multiples de cette somme), dans la monnaie du pays où l'emprunt sera payable et où le remboursement en sera réclamé à l'échéance. Le produit de cet emprunt servira exclusivement à payer les dépenses encourues comme susdit par la Cité pour secours directs aux chômeurs, y compris ses dépenses d'administration, pendant le mois de novembre 1939.

ARTICLE 2.- Cet emprunt pourra être effectué en tout ou en partie, de temps en temps, pour un terme n'excédant pas trente ans de la date de l'émission, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent, payable semi-annuellement, et pourra être fait payable à Montréal ou ailleurs; la date de l'émission, le taux de l'intérêt, la date et le lieu du paiement du capital et des intérêts et la forme des obligations,

débentures ou rentes inscrites seront fixés par résolution du Conseil.

Il sera aussi loisible à la Cité d'effectuer cet emprunt au moyen d'obligations émises en séries, le capital étant remboursable pendant une période de trente ans suivant le tableau ci-après, le premier versement de capital échéant le premier novembre 1940, et les autres, à la même date chaque année subséquente, le dernier versement échéant le premier novembre 1969, savoir:

1940	\$6,915	1950	\$10,500	1960	\$15,000
1941	7,000	1951	10,500	1961	16,000
1942	7,500	1952	11,000	1962	16,500
1943	8,000	1953	11,500	1963	17,000
1944	8,000	1954	12,000	1964	18,000
1945	8,500	1955	12,500	1965	18,500
1946	9,000	1956	13,000	1966	19,500
1947	9,000	1957	13,500	1967	20,000
1948	9,500	1958	14,000	1968	21,000
1949	10,000	1959	14,500	1969	22,000

ARTICLE 3.- Les obligations émises en vertu du présent règlement pourront être rachetées par anticipation en totalité ou en partie, au pair, plus l'intérêt couru, à toute date d'échéance d'intérêt, sur préavis de soixante jours publié par la Cité dans deux journaux quotidiens publiés à Montréal, l'un en langue française, et l'autre en langue anglaise. Tout rachat par anticipation se fera de la manière déterminée par résolution du Conseil, sur rapport du Comité exécutif.

ARTICLE 4.- Ces obligations, débentures ou rentes inscrites constitueront une dette de la Cité et prendront rang concurremment et pari passu avec celles déjà émises et, conformément à la loi, grèveront les immeubles situés dans les limites de la cité.

ARTICLE 5.- La Cité devra inclure, chaque année, dans les prévisions budgétaires annuelles, une somme suffisante:-

- a) pour couvrir l'intérêt sur ledit emprunt;
- b) pour l'amortissement dudit emprunt.

Les deniers versés dans le fonds d'amortissement seront capitalisés à un taux d'intérêt n'excédant pas 5% annuellement et devront être suffisants pour payer, à échéance, la valeur nominale des obligations, débentures ou rentes inscrites dont l'émission est autorisée par le présent règlement.

ARTICLE 6.- La Cité pourra disposer de ladite émission d'obligations, de débentures ou de rentes inscrites au meilleur prix qu'il lui sera possible d'obtenir. Le Conseil pourra, par résolution, faire les emprunts temporaires que lesdites lois, ou toute autre loi autorisent pourvu que ces emprunts temporaires soient remboursables avec le produit de la vente desdites obligations, débentures ou rentes inscrites dont l'émission est autorisée par le présent règlement. Elle pourra aussi, dans les cas que la loi autorise, émettre, avec les approbations requises, des obligations, débentures ou rentes inscrites pour un terme plus court que celui fixé par le présent règlement, et aussi émettre des certificats temporaires en attendant que les obligations, débentures ou rentes inscrites soient prêtes à être livrées.

ARTICLE 7.- En ce qui concerne la somme de \$696,000.00 qui doit être remboursée à la Cité par le Gouvernement de la province de Québec, le Comité exécutif est autorisé à emprunter temporairement cette somme, en tout ou en partie, de temps en temps, au moyen de bons du trésor, de billets ou d'autres effets négociables, de toute banque, au cours ordinaire des affaires, au taux d'intérêt dont il pourra être convenu entre la Cité et le prêteur; mais tout emprunt ainsi fait devra être remboursé avec les argents que la Cité recevra du Gouvernement de la province de Québec. Tout emprunt ainsi fait pourra être renouvelé.

s'il y a lieu.

ARTICLE 8.- Les présents emprunts n'affecteront pas le pouvoir général d'emprunt de la Cité.

A une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue à l'hôtel de ville, le 21 octobre 1939, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite cité, à laquelle assemblée sont présents: M. l'échevin Côté, membre du conseil, au fauteuil, MM. les échevins Schubert, Dupéré, Lesage, Riel, Président, au fauteuil, MM. les échevins Goyette, Filion, Dubreuil, Savignac, Lacombe, Moreau, Bonnier, Taillefer, Goyette, Filion, Dubreuil, Savignac, Lacombe, Moreau, Bonnier, Parrière, Coupul, Eurocher, Hamelin, Delisle, Ratelle et Bélisle,

Le règlement ci-dessus a été adopté sans amendement.



GREFFIER DE LA CITE.

(Signé le 21 octobre 1939)

# No. 1592

**By-law providing for a loan of \$1,085,915.00 in connection with direct relief to the unemployed.**

(Adopted by the Executive Committee on the 20th October 1939 and, by the Council, on the 21st October 1939).

WHEREAS, under the Unemployment Relief acts, both provincial and federal, and the Orders in Council and agreements passed under the said acts, the municipalities are authorized to take advantage of the said acts, Orders in Council and agreements, to do and order, by resolution of their Council, all things necessary for such purpose and to contribute out of their funds to the extent of the sums which they may be called upon to pay under the terms and conditions of the said acts, Orders in Council and agreements;

WHEREAS, in order to effect such payments, the municipalities are vested with all the necessary powers to authorize, by resolution of their Council, the use of their general funds for such purpose or to make by-laws for loans by an issue of bonds, debentures or otherwise, without any other preliminary or subsequent formality than the approval of such by-laws by the majority of the members present forming a quorum of their Council and by the Minister of Municipal Affairs, Industry and Commerce;

WHEREAS the City needs, in order to meet the expenses required for direct relief to the unemployed, residing within its territory, during the month of November 1939, including its administration expenses amounting to \$69,215.00, a sum of \$1,085,915.00, including the contributory share of the Government of this Province, which amounts to \$696,000.00;

WHEREAS, on the 18th October 1939, the Lieutenant-Governor, on the recommendation of the Economic Reconstruction Board, approved an Order in Council bearing No. 2268 concerning the distribution of direct relief for the month of November 1939;

WHEREAS the City of Montreal has no general funds available and it is necessary to borrow, for the above mentioned purposes, a sum of \$1,085,915.00, of which \$696,000.00 are to be refunded to the said City by the Government of this Province;

At a meeting of the Executive Committee of the City of Montreal, held at the City Hall, on the 20th day of October 1939, in the manner and after the observance of the formalities prescribed by law, at which meeting were present : Aldermen Savignac, Chairman, Coupal and Delisle, members of said Committee,

It was ordained and enacted by the said Committee as follows:

ARTICLE 1. — The City of Montreal shall effect a loan of \$389,915.00, representing the proportion which the said City is to contribute, with the required approval and in virtue of the said acts, Orders in Council and agreements, for direct relief to the unemployed residing within its territory, and, for such purpose, there shall be issued bonds, debentures or registered stock of the nominal value of \$100.00 each (or multiples thereof), in the currency of the country where the loan shall be payable and where the refund thereof, at maturity, shall be asked for. The proceeds of said loan shall be exclusively applied to the payment of the expenses incurred as aforesaid by the City for direct relief to the unemployed, including its administration expenses, during the month of November 1939.

ARTICLE 2. — The said loan may be issued, in whole or in part, from time to time, for a term not exceeding thirty years from the date of the issue, at a rate of interest not exceeding 6% per annum, payable semi-annually, and may be made payable in Montreal or elsewhere; the date of issue, the rate of interest, the date when and the place where the capital and interest are to be paid and the form of the bonds, debentures or registered stock shall be determined by resolution of the Council.

It shall be lawful for the City to effect this loan by means of serial bonds, the capital being refundable over a

period of thirty years according to the table hereunder, the first instalment of capital maturing on the 1st of November 1940 and the others on the same date, each subsequent year, the last instalment maturing on the 1st of November 1969, namely:

1940	\$6,915	1950	\$10,500	1960	\$15,000
1941	7,000	1951	10,500	1961	16,000
1942	7,500	1952	11,000	1962	16,500
1943	8,000	1953	11,500	1963	17,000
1944	8,000	1954	12,000	1964	18,000
1945	8,500	1955	12,500	1965	18,500
1946	9,000	1956	13,000	1966	19,500
1947	9,000	1957	13,500	1967	20,000
1948	9,500	1958	14,000	1968	21,000
1949	10,000	1959	14,500	1969	22,000

**ARTICLE 3.** — The bonds issued in virtue of this by-law may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par and accrued interest, at any interest maturity date, upon prior notice of sixty days published by the City in two daily newspapers published in Montreal, one in the French language and the other in the English language.

Any redemption by anticipation shall be made in the manner determined by resolution of the Council, on a report from the Executive Committee.

**ARTICLE 4.** — Such bonds, debentures or registered stock shall constitute a debt of the City and shall rank concurrently and pari passu with those already issued and shall be, in accordance with the law, a charge upon the immovable property situated within the City limits.

**ARTICLE 5.** — The City shall include, each year, in the annual estimates, an amount sufficient:

- (a) to cover the interest on said loan;
- (b) for the amortization of said loan.

The sums of money paid into the sinking fund shall be capitalized at a rate of interest not exceeding 5% annually and must be sufficient to redeem at maturity, at their nominal value, the bonds, debentures or registered stock the issue whereof is authorized by this by-law.

ARTICLE 6. — The City may dispose of said issue of bonds, debentures or registered stock at the best price it can obtain therefor. The Council may, by resolution, make the temporary loans authorized by the said acts or any other act, provided such temporary loans be repayable out of the proceeds of the sale of said bonds, debentures or registered stock the issue whereof is authorized by this by-law. The City may also, in the cases authorized by law and with the required approval, issue bonds, debentures or registered stock for a term shorter than that determined by this by-law, and also issue temporary certificates until such time as the bonds, debentures or registered stock are ready to be delivered.

ARTICLE 7. — As regards the sum of \$696,000.00 which is to be refunded to the said City by the Government of the Province of Quebec, the Executive Committee is authorized to borrow such sum temporarily, in whole or in part, from time to time, by means of treasury bills, notes or other negotiable securities, from any bank, in the usual course of business, at the rate of interest which shall be agreed upon between the City and the lender; but any loan so effected shall be reimbursed out of the funds which the City shall receive from the Government of the Province of Quebec. Any loan so effected may be renewed, if need be.

ARTICLE 8. — The said loans shall not affect the general borrowing power of the City.

At a special meeting of the City Council of Montreal, held at the City Hall, on the 21st October 1939, in the manner and after the observance of the formalities prescribed in and by the Act of incorporation of the said City, at which meeting were present : Alderman Côté, presiding member, in the Chair, Aldermen Schubert, Dupéré, Lesage, Riel, Taillefer, Goyette, Filion, Dubreuil, Savignac, Lacombe, Moreau, Bonnier, Barrière, Coupal, Durocher, Hamelin, Delisle, Ratelle and Bélisle,

The above by-law was adopted without any amendment.